

Rwanda : l'avion présidentiel abattu par deux Français ?

Jean Chatain

L'Humanité, 18 juin 1994, page 2-3

L'AVION dans lequel ont trouvé la mort, le 6 avril, les présidents Juvénal Habyarimana (Rwanda) et Cyprien Ntaryamira (Burundi) a-t-il été abattu par deux militaires français agissant pour le compte de la Coalition pour la défense de la République (CDR), l'aile la plus ouvertement extrémiste des partisans de la dictature ? Cette accusation était portée hier par le quotidien belge « le Soir ». Ce journal évoque « des informations qui nous sont parvenues » pour estimer qu'elles confortent « un témoignage venant de Kigali, qui rejoint, sur certains points, l'état actuel de l'enquête menée en Belgique par l'auditorat militaire ». Témoignage assurant « que l'avion aurait été abattu par deux militaires français du DAMI (Détachement d'assistance militaire à l'instruction) au service des CDR (...). Ce sont des militaires français membres du DAMI qui, jusqu'en décembre dernier, étaient restés à Kigali avant de céder la place aux casques bleus de la MINUAR, dont 450 paracommandos belges. Certains membres du DAMI ont cependant été vus à nouveau à Kigali dès février ».

Toujours selon la même source, « ces deux militaires français auraient mis des uniformes belges pour quitter l'endroit et être vus par deux soldats

de la garde nationale. D'où l'accusation formelle, réitérée du côté rwandais, contre les Belges de la MINUAR, qui étaient effectivement présents à l'aéroport. Seuls quatre responsables des CDR auraient été au courant de ce complot contre l'avion du président Habyarimana ».

Une accusation formelle

L'attentat aurait été perpétré avec un missile portable, et « il est hors de question que les deux tirs de roquettes aient pu être l'oeuvre de militaires rwandais : ces derniers n'ont jamais été formés à ce type d'exercice ».

Autres précisions apportées par Colette Braeckman, journaliste du « Soir » et auteur de l'article : « Il apparaît aussi - et nous l'avons constaté sur place - que le tir est parti du lieu-dit Massaka, qui est situé à l'arrière du camp militaire de Kanombe, où se trouvait la garde présidentielle » ... Enfin, ces deux phrases effroyables, mais que l'horreur des événements dans ce pays peut rendre plausibles : « Dans les trois jours qui ont suivi l'attentat, tous les témoins éventuels ont été liquidés. Plus de 3.000 personnes ont ainsi été éliminées aux alentours de Massaka par les paras rwandais du

camp de Kanombe. » Ce chiffre peut paraître extravagant, mais il faut se rappeler que, dès la fin avril, le nombre de victimes des massacres était estimé à 100.000 personnes. On parle désormais de plus de 1 demi-million. « Cette éventuelle implication de deux militaires français dans l'attentat contre l'avion du président Habyarimana suscite des questions essentielles, poursuit Colette Braekman. Dans quel cadre auraient-ils agi ? Ont-ils opéré en mercenaires ? Quelle aurait été la motivation d'un tel acte, qui déclencha les tueries, plongeant le Rwanda dans une tragédie sans précédent ? »

« Dans l'état actuel des informations, il est pratiquement acquis que le président rwandais, qui était soumis à une forte pression pour accepter les accords d'Arusha, avait finalement cédé lors de la réunion organisée à Dar es-Salaam par le "facilitateur" tanzanien, le président Mwinyi, et s'appretait, dès son retour à Kigali, à prononcer à la radio une allocution annonçant la constitution d'un gouvernement de transition à base élargie, dont cinq ministres du Front patriotique devaient faire partie. »

Une accusation absurde ?

« Cette application des accords d'Arusha, prévoyant le partage du pouvoir, mécontentait les "durs" du régime, qui avaient depuis longtemps préparé l'élimination du président Habyarimana en cas de faiblesse de sa part. »

Le Quai d'Orsay a réagi aussitôt aux accusations répercutées par le quotidien belge : « Cette allégation est absurde »... « Totalement erronée », juge Michel Roussin, ministre de la Coopération ... Elle constitue une « affabulation », surenchérit le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Nous nous garderons, pour notre part, d'émettre un jugement qui, à l'heure où ces lignes sont écrites, ne pourrait qu'être prématuré. « Le Soir » a-t-il un dossier sous le coude ? A lui d'en faire la preuve. Mais les anathèmes lancés par les ministres français n'ont pas valeur de réfutation. L'histoire récente nous a appris que les barbouzes spécialisées dans les mauvais coups africains pouvaient se reconverter au service de telle ou telle dictature.

JEAN CHATAIN